

LE POULET CANADIEN

Mise à jour du code de pratiques pour les poulets, dindons et reproducteurs

Le 31 juillet, Pierre Lemieux, député et secrétaire parlementaire de l'Agriculture, a annoncé un financement de 2,2 millions de dollars d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, au nom du ministre de l'Agriculture, Gerry Ritz. Grâce au Programme Agrimarketing, le financement permettra au Conseil national pour les soins aux animaux d'élevage (CNSAE) de poursuivre le travail sur les codes de pratiques.

L'annonce a été faite à la station de recherche sur la volaille Arkell, de l'Université de Guelph. Le financement, administré par l'intermédiaire de la Coalition canadienne pour la santé des animaux, permettra d'appuyer diverses activités du CNSAE et comprendra la révision du code de pratiques pour les poulets, dindons et reproducteurs.

Les PPC participent activement au Comité d'élaboration du code, avec le directeur Vernon Froese à titre de président du comité et le remplaçant Rudy Martinka à titre de représentant des PPC. Les codes de pratiques sont des lignes directrices élaborées à l'échelle nationale en matière de soins et de manipulation des animaux de ferme. Un groupe diversifié d'intervenants participe au processus, apportant de la crédibilité au processus d'élaboration des codes. Ce groupe est composé de producteurs, de transporteurs, de vétérinaires, d'organismes pour le

suite page 2



dans ce numéro

3 | Les PPC au service des diététistes d'un océan à l'autre

4 | Agriculture Canada étudie la sensibilisation à l'agriculture

6 | Réunions des ministres fédéral, provinciaux et territoriaux (FPT) à Winnipeg

9 | La fête du Canada dans la capitale



Vous pouvez lire le rapport ici sur le site Web du CNSAE:

[www.nfacc.ca/resources/
codes-of-practice/chickens-
turkeys-and-breeders/
Poultry_SCReport_
Nov2013_fr.pdf](http://www.nfacc.ca/resources/codes-of-practice/chickens-turkeys-and-breeders/Poultry_SCReport_Nov2013_fr.pdf)

SUITE DE LA PAGE 1

bien-être des animaux et d'application de la loi, d'organismes de commerce de détail et de services alimentaires, de transformateurs, de gouvernements et de chercheurs.

Le processus d'élaboration des codes de pratiques du CNSAE commence avec la rédaction d'un rapport par un Comité scientifique afin de résumer la recherche actuelle dans les domaines clés du bien-être de la volaille. Vous pouvez lire le rapport sur le site Web du CNSAE. Le rapport se concentre sur les conclusions de recherche. Le Comité d'élaboration des codes utilisera ce rapport scientifique comme fondement pour rédiger les codes. Cependant, ce qui fera partie des codes définitifs ne peut être décidé en fonction de ces rapports, car les codes doivent établir un équilibre entre de nombreux facteurs importants tels que les suivants : ce qui est possible, quand c'est possible et de quelle manière c'est possible.

Le Programme de soins aux animaux des PPC est fondé sur les codes de pratiques actuels et sera par conséquent révisé et modifié en fonction des nouveaux codes. Afin de renforcer la position des PPC lors de réunions avec le Comité d'élaboration du code, des discussions se sont déroulées avec le Comité de la production et les offices provinciaux concernant les changements éventuels à apporter tant aux codes qu'aux normes du Programme de soins aux animaux. Jusqu'à maintenant, ces discussions portaient sur les mesures fondées sur les animaux, les programmes d'éclairage et les lignes directrices en matière d'euthanasie.

Les PPC participent également à un comité technique dirigé par le Conseil de l'industrie avicole pour élaborer un guide pratique de méthodes d'euthanasie acceptables à la ferme. Cette ressource sera pratique et utile pour les producteurs afin de déterminer des méthodes d'euthanasie approuvées et acceptables et connaître les étapes nécessaires pour pratiquer chaque méthode d'euthanasie correctement et sans cruauté.

Le Programme de soins aux animaux des PPC est conçu pour démontrer et appliquer des normes élevées en matière de soins aux animaux des fermes canadiennes d'élevage de poulet. Les producteurs font l'objet d'un audit chaque année afin d'évaluer la mise en œuvre du programme et de déterminer si les exigences obligatoires du programme sont appliquées. Environ 95 % des producteurs de poulet canadiens sont certifiés dans le cadre du programme. 

Les PPC au service des diététistes d'un océan à l'autre

Les Producteurs de poulet du Canada étaient heureux d'être un commanditaire d'importance et un fier exposant lors du congrès annuel des Diététistes du Canada qui s'est déroulé à Ottawa du 12 au 14 juin. Le congrès des Diététistes est un forum idéal pour que les représentants des PPC rencontrent en personne près de 1 000 diététistes de partout au pays.

Les diététistes travaillent dans toutes sortes d'organisations, dans différents environnements et sont des experts auxquels font confiance les Canadiens en ce qui concerne les renseignements sur les aliments et la nutrition fondés sur des données probantes (www.dietitians.ca).

Le congrès national est une occasion annuelle pour les diététistes, les autres professionnels de la santé ainsi que les représentants du gouvernement et de l'industrie de demeurer à l'affût de la recherche en nutrition et de discuter d'enjeux propres à leurs intérêts ou à leurs pratiques. La Vitrine d'exposition, un événement d'une demi-journée, permet aux PPC et aux autres représentants de l'industrie des aliments et des boissons de montrer leurs plus récents produits, ressources et services.

Étant donné que la science de la nutrition est le point central du congrès, de nombreux exposants font la promotion du thème de la nutrition pour le mieux-être. Les Producteurs de poulet du Canada ne font pas exception. Les PPC ont un intérêt direct à l'égard de la promotion de la santé et de la nutrition parce que nous nous soucions de ce que les Canadiens servent à leur famille. Le site poulet.ca contient plus de 700 recettes nutritives, dont bon nombre sont catégorisées en fonction de besoins alimentaires spéciaux. Les PPC ont présenté aux délégués du congrès des options de recettes saines et des trousse d'information à propos de leur série de fiches nutritionnelles.

Les PPC ont maintenant 12 fiches nutritionnelles, ainsi qu'un journal de collations et boissons et un journal alimentaire hebdomadaire. Une section pertinente de recettes contenant des renseignements détaillés sur la valeur nutritive accompagne chaque fiche d'information et dirige les lecteurs vers le site poulet.ca où ils peuvent consulter des recettes supplémentaires qui procurent des bienfaits nutritionnels. Même si les fiches d'information et les journaux des PPC sont plus largement utilisés par les diététistes du Canada, ils sont un excellent outil pour tous les consommateurs.

Consultez le site www.poulet.ca/sante pour obtenir tous les faits. **R**



Agriculture Canada étudie la sensibilisation à l'agriculture

Les résultats d'une nouvelle étude réalisée par Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC) renforcent l'écart entre la ville et la campagne en ce qui a trait à la sensibilisation sur la provenance des aliments, l'endroit où ils sont produits et qui en est responsable.

La nouvelle étude, réalisée au moyen de séances menées auprès de groupes de discussion d'un bout à l'autre du pays, s'est déroulée en décembre dernier et souligne les perceptions erronées permanentes que possèdent les citoyens quant à l'agriculture en général. Elle indique également que les Canadiens ont tendance à avoir une vision pessimiste en ce qui concerne les perspectives futures du secteur.

L'étude de recherche était conçue pour éclairer les stratégies visant à modifier les perceptions publiques et l'élaboration de produits et d'approches de communication dans le but ultime de renforcer la compréhension du public et l'intérêt envers le secteur. Elle a permis d'évaluer les perceptions actuelles; de connaître les points de vue sur le rôle et l'efficacité perçue de l'investissement gouvernemental dans la recherche agricole, l'innovation et les sciences; de déterminer les lacunes en matière de connaissances; d'examiner l'efficacité des outils et des tactiques de communication d'AAC; de déterminer les préférences et les désirs en ce qui concerne les types

de communication et de contenu qui amèneraient la participation du public et l'informerait.

Les participants aux groupes de discussion provenant de régions urbaines se sentent généralement assez coupés de la réalité du secteur et bon nombre admettent qu'ils ne comprennent pas réellement d'où viennent leurs aliments, comment ils sont fabriqués, traités et livrés ni quelles sont les étapes pour apporter les produits de la ferme à la table. À l'exception de leur rôle de consommateurs, ce qui ressemble le plus à une visite dans une ferme pour bon nombre de participants était une visite scolaire ou une sortie familiale de cueillette de baies. Et même s'il semble exister un petit segment de gens plus renseignés, des expressions comme « de la ferme à la table » semblent maintenant faire partie du vocabulaire populaire sans réelle compréhension de ce que le mouvement représente ou ce que l'expression signifie.

Ce manque de compréhension contribue à une partie de la méfiance envers la « science »

derrière la production des aliments et la tendance initiale de réagir de manière sceptique lorsque la recherche et le développement et la science sont proposés comme sujets de discussion à propos de l'agriculture. Les participants savaient un peu que le secteur était (ou devrait être) important ou significatif au sein du paysage économique canadien. La plupart sous-estiment le nombre de personnes employées dans le secteur pour deux raisons :

- Ils n'ont pas formé une solide image de la totalité du secteur;
- Ils ont l'impression que le regroupement réduit l'emploi dans le secteur.

Bon nombre sont surpris de découvrir que le Canada est un important exportateur de produits agricoles. Une petite minorité avait entendu parler de l'Accord économique et commercial global (AECG) (principalement la question de son incidence sur les producteurs de fromages fins du Québec). Autrement, la sensibilisation était très superficielle et ils n'avaient aucune compréhension réelle des avantages nets pour les consommateurs canadiens.

Le rôle des offices de commercialisation n'est pas un aspect du système auquel bon nombre des participants sont sensibilisés, et encore moins qu'ils comprennent. (Veuillez remarquer que le sujet n'a pas fait l'objet de discussions approfondies dans chaque groupe en raison d'une faible sensibilisation et compréhension.) Une fois abordé, le sujet a provoqué des discussions animées parmi les participants – Pourquoi en avons-nous besoin? Qui est nommé dans un office de commercialisation? Comment les décisions sont-elles prises à propos des contingents?



La discussion s'est généralement déroulée comme suit en ce qui concerne l'incidence et la valeur de la gestion de l'offre :

- Les producteurs profitent de la sécurité de revenu, même s'il est probable que les plus gros producteurs soient les principaux bénéficiaires;
- Les consommateurs ont moins de choix, une concurrence restreinte et des prix plus élevés.

Peu de participants ont une solide perception de la contribution du secteur à l'économie canadienne et ils sont incertains quant aux perspectives d'avenir. Un certain pessimisme à propos du secteur est apparent dans tous les endroits. Celui-ci est lié aux enquêtes sur les regroupements, à l'augmentation des investissements et des intérêts étrangers (tant dans le secteur primaire que secondaire), tout autant qu'aux informations anecdotiques.

Étant donné que 80 % des Canadiens habitent maintenant dans les centres urbains, la rupture avec l'agriculture canadienne et le secteur agroalimentaire est susceptible d'augmenter en l'absence d'initiatives pour accroître la sensibilisation et la compréhension.

Le secteur n'est pas perçu comme étant étroitement associé à l'innovation, à tout le moins pas de manière spontanée. Bon nombre de participants n'ont pas la ferme impression que les pratiques agricoles de base ont considérablement évolué au cours des dernières décennies. Un examen du sujet de l'innovation ou de la recherche et du développement dans le secteur soulève d'abord des préoccupations à propos des organismes génétiquement modifiés (OGM) et de la bio-ingénierie des produits agricoles/alimentaires (plus négatives que positives).

Cependant, il y a un désir d'en connaître et d'en apprendre davantage. À la fin des séances de discussion, les participants ont clairement reconnu que leurs



perceptions n'étaient pas harmonisées avec la réalité.

Les auteurs de l'étude ont formulé quelques recommandations en fonction des résultats.

« Les possibilités d'accroître la sensibilisation, la compréhension et l'appréciation à l'égard du secteur sont énormes, particulièrement en ce qui concerne le degré de changement qui s'opère dans tous les secteurs. Les efforts ne devraient pas se limiter uniquement aux régions urbaines, même si les centres urbains devraient être une priorité.

Les initiatives doivent tenir compte de ce qui suit pour assurer leur succès :

- Être ciblées à l'échelle régionale;
- Comprendre comment les consommateurs obtiennent et traitent l'information;
- Utiliser une variété de canaux, d'outils et de formats, notamment :
 - Publicité traditionnelle;
 - Outils contenant des caractéristiques interactives;
 - Miser sur les plateformes existantes ayant une bonne couverture avec des publics clés, aux heures de grande écoute (documentaires radio-phoniques/télévisés et/ou

réseaux de télévision *Food/Discovery*, blogues alimentaires, etc.).

L'authenticité est essentielle :

- Permettre aux Canadiens de communiquer avec les personnes du secteur (établir un lien plus personnel);
- Les formats « habilement produits » sont perçus comme des formules/discours marketing;
- Parler dans un langage clair, de profane et d'une façon qui permet de souligner clairement les avantages pour les consommateurs.

Offrir des solutions de rechange :

- Des données et des renseignements courts et factuels, intégrant quelques éléments de surprise;
- Pour les personnes qui veulent en savoir davantage (diriger vers le site Web pour obtenir un contenu plus détaillé). »

L'étude a été réalisée par *The Strategic Counsel*, établi à Toronto, et le rapport peut être consulté à l'adresse : epe.lac-bac.gc.ca/100/200/301/pwgsc-tpsgc/por-ef/agriculture_agri-food/2014/040-13/report.pdf. 

Réunions des ministres fédéral, provinciaux et territoriaux (FPT) à Winnipeg

Les ministres de l'Agriculture mettent l'accent sur les nouveaux débouchés pour un secteur en croissance de l'économie du Canada.

Les ministres fédéral, provinciaux et territoriaux (FPT) de l'Agriculture ont clos leur réunion annuelle tenue à Winnipeg le 18 juillet après avoir discuté principalement de la création de débouchés pour un secteur agricole et agroalimentaire dynamique au Canada. Les ministres continuent de planifier en fonction du succès à long terme tout en prenant les mesures nécessaires pour renforcer davantage le secteur, dont la contribution au PIB du Canada s'est chiffrée à 106,9 milliards de dollars en 2013.

Les ministres FPT se sont engagés à améliorer la collaboration entre les gouvernements, le milieu universitaire et l'industrie afin de continuer à bâtir un secteur moderne et compétitif qui contribue à l'économie et à la croissance économique du Canada. Les ministres poursuivront leurs efforts pour améliorer l'infrastructure, renforcer le cadre de réglementation, élargir l'accès aux marchés, améliorer le développement des marchés et promouvoir l'investissement dans l'innovation.

« La collaboration et les partenariats entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux et territoriaux sont essentiels pour assurer la prospérité à long terme de l'agriculture canadienne, » a déclaré le ministre fédéral d'Agriculture et Agroalimentaire, Gerry Ritz. « Nous continuons d'établir un cadre moderne axé sur des principes scientifiques, qui fera du Canada une destination de choix pour les investissements dans la recherche-développement et la transformation à valeur ajoutée. En mettant l'accent sur l'accès aux marchés en croissance et les nouveaux débouchés, nous ferons en sorte que le secteur demeure un moteur de la croissance économique au Canada. »

Les ministres reconnaissent le travail accompli par le gouvernement fédéral pour moderniser le système actuel d'enregistrement des variétés selon les commentaires issus des consultations auprès du secteur. Ils ont convenu de la nécessité de mettre en place un solide réseau de transport des grains pour que les expéditeurs canadiens puissent demeurer compétitifs sur les marchés nationaux et internationaux. Les ministres ont donné leur appui à l'élaboration d'une approche globale et collaborative pour la gestion des mesures d'urgence, notamment la gestion des risques phytosanitaires et zoonosaires.

Afin d'attirer de nouveaux investissements et de maintenir les agriculteurs canadiens à l'avant-garde, les ministres ont discuté du plan pancanadien visant à renforcer la protection des obtentions végétales tout en assurant le privilège de l'agriculteur en ce qui concerne les semences

conservées. À l'échelle internationale, ils se sont dits favorables à l'élargissement des débouchés commerciaux et à l'élimination des obstacles à l'accès au marché. Ils continueront de travailler afin d'alléger les fardeaux réglementaires inutiles et à éliminer les obstacles à l'innovation. Les ministres ont insisté sur l'importance de la qualité des produits canadiens et importés (réciprocité des normes), de même que sur l'importance des contrôles stricts auxquels tous les aliments sont assujettis.

Les ministres ont discuté des négociations commerciales en cours, dont celles entre le Canada et l'Union européenne (UE) et celles avec le Partenariat transpacifique (PTP). Ils ont souligné l'importance de signer des accords commerciaux qui profiteront au secteur agricole et agroalimentaire, tout en reconnaissant l'importance de la gestion de l'offre au Canada.

Pour ce qui est de l'accès aux fromages que confèrera à l'UE l'accord de libre-échange avec le Canada, les ministres ont reconnu l'importance de l'engagement du gouvernement fédéral à surveiller l'incidence de l'accord et à dédommager les producteurs. Ensemble, les gouvernements fédéral et provinciaux offrent leur soutien aux industries canadienne et américaine afin de livrer un message unifié sur les répercussions qu'ont, des deux côtés de la frontière, les exigences des États-Unis sur l'étiquetage du pays d'origine (EPO).

Les ministres provinciaux et territoriaux ont souligné l'importance vitale du Programme des travailleurs étrangers temporaires (PTET) pour le secteur agricole et agroalimentaire, y compris l'industrie de la transformation des aliments, et ils ont discuté de l'importance d'agir pour relever les défis liés à la main-d'œuvre à court et à long terme. Ils ont convenu de surveiller et de signaler les effets des réformes fédérales et de travailler avec le gouvernement fédéral pour répondre aux besoins actuels du secteur agricole et agroalimentaire.

Les ministres ont également abordé d'autres sujets importants, tels que la santé des abeilles et l'acceptabilité sociale – l'importance de maintenir la confiance du public dans les pratiques agricoles. Les ministres se sont penchés sur la situation à laquelle font face les agriculteurs de la Saskatchewan et du Manitoba en raison des récentes inondations.

« L'agriculture, qui repose sur l'innovation, est la pierre angulaire de l'économie, » a déclaré le ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et du Développement rural du Manitoba, Ron Kostyshyn. « Nous continuerons de travailler avec nos homologues de partout au pays pour créer des débouchés ici, chez nous, et à l'échelle mondiale pour les producteurs, les transformateurs et

tous les intervenants de la chaîne de valeur grâce à des investissements stratégiques. Parallèlement, nous devons continuer de centrer nos efforts sur les questions importantes aux yeux des producteurs, comme la gestion intégrée de l'eau, les échanges commerciaux, la gestion des risques de l'entreprise, la salubrité des aliments et le transport. »

Les faits en bref

- L'agriculture est un domaine de compétence partagée au Canada : les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux travaillent en étroite collaboration pour élaborer et administrer des politiques et des programmes.
- Le système agricole et agroalimentaire canadien est une chaîne d'approvisionnement complexe et intégrée qui comprend des fournisseurs d'intrants et de services, des producteurs primaires, des transformateurs d'aliments et de boissons, des détaillants et grossistes de produits alimentaires et des fournisseurs de services de restauration. Les activités le long de cette chaîne d'approvisionnement procurent des avantages économiques importants aux échelons fédéral et provincial-territorial.
- Le secteur agricole et agroalimentaire canadien a employé plus de 2,1 millions de personnes, soit un emploi sur huit au Canada, en 2012.
- Le Canada se classe au cinquième rang des exportateurs mondiaux de produits agricoles et agroalimentaires, et ses exportations ont totalisé 50,4 milliards de dollars en 2013.

Les discussions des ministres ont porté sur les thèmes suivants :

Innovation

Les ministres ont discuté de la nécessité d'accroître la productivité agricole pour répondre à la demande mondiale croissante en adoptant de nouvelles technologies, en améliorant les pratiques de production

et d'exploitation, en intensifiant la recherche et le développement et en investissant dans la main-d'œuvre. En se fondant sur la politique et les programmes actuels du cadre quinquennal Cultivons l'avenir 2 (CA 2), les ministres ont examiné les enjeux, les tendances et les stratégies à long terme qui détermineront la réussite du secteur. Dans ce contexte, les ministres ont été mis au courant des recommandations formulées par le Comité des innovateurs en agriculture dans leur rapport qui sert de fondement à la prise de mesures gouvernementales et sectorielles dans des domaines clés pour aider le secteur à connaître du succès à l'échelle mondiale.

Règlementation

La modernisation de la réglementation renforcera davantage la compétitivité du secteur et assurera le maintien d'un système de calibre mondial visant à protéger la santé et la sécurité des Canadiens avec un niveau approprié de surveillance. Les ministres reconnaissent l'importance des initiatives de transformation axées sur les résultats proposées par l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA) pour alléger les fardeaux réglementaires inutiles et éliminer les obstacles à l'innovation, tout en assurant la complémentarité des interventions FPT.

Stratégie internationale et commerce

Comme près de la moitié de la production agricole du Canada est destinée à l'exportation, le potentiel de croissance du secteur dépend de la capacité de ce dernier d'augmenter ses débouchés à l'étranger, ce qui en fait une grande priorité pour le secteur et les gouvernements. En 2013, la valeur des exportations du secteur canadien de l'agroalimentaire et des produits de la mer a atteint un niveau record de 50,4 milliards de dollars. Les ministres continuent de soutenir les efforts déployés pour stimuler l'innovation et créer un avantage concurrentiel qui viendra compléter les initiatives gouvernementales de

développement de marchés axés sur le commerce, en reconnaissant l'importance de la gestion de l'offre. Les ministres continuent de favoriser un programme international ambitieux, y compris des négociations commerciales, des activités d'accès aux marchés et de développement des marchés, ainsi qu'une collaboration soutenue pour tirer le maximum des efforts internationaux. L'industrie canadienne du vin a fait une présentation sommaire qui mettait en relief l'importance de ce sous-secteur agricole en croissance pour les marchés intérieurs et extérieurs.

Gestion des risques de l'entreprise (GRE)

Le portrait global des risques évolue au gré de la transformation et de la croissance du secteur agricole dynamique du Canada. Pour réduire les coûts économiques des événements défavorables, les gouvernements ont grandement amélioré les programmes d'assurance de Cultivons l'avenir 2 pour qu'ils servent de première ligne de défense aux producteurs. Ils ont notamment apporté des améliorations à l'assurance récolte et ont mis en place le Programme d'assurance des prix du bétail dans l'Ouest. En outre, le cadre CA 2 prévoit un ensemble de programmes de gestion des risques de l'entreprise (GRE) pour aider les producteurs à composer avec l'instabilité extrême des marchés et les catastrophes naturelles. Les gouvernements FPT continueront de surveiller et d'évaluer les programmes de GRE, ainsi que de consulter le secteur, pour s'assurer qu'ils répondent aux besoins des producteurs et pour éclairer le prochain cadre stratégique.

Gestion des mesures d'urgence

Les ministres ont approuvé la prise de mesures proactives pour atténuer les risques selon une approche axée sur les divers éléments de la gestion des situations d'urgence, à savoir la prévention, la préparation, l'intervention et la relance.

suite page 8

Une partie de ces mesures iront de pair avec les efforts déployés par les gouvernements FPT afin d'améliorer la collaboration entre les gouvernements, le milieu universitaire et le secteur dans l'examen de solutions pour prévenir les risques zoonosantaires et phytosanitaires qui menacent la viabilité et le bien-être économique du secteur. En outre, les ministres ont pris note des travaux importants entrepris avec le secteur pour établir une stratégie en cas de perturbation des marchés du bétail et ont réitéré leur appui à ce projet afin d'en assurer l'achèvement en 2015.

Recommandations du Comité des innovateurs en agriculture

Le Comité des innovateurs en agriculture, lancé en septembre 2012, avait pour mandat de conseiller le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire sur divers aspects de l'innovation en vue d'accélérer le développement et l'adoption de l'innovation de façon à améliorer la rentabilité, la compétitivité et la durabilité du secteur.

« Je tiens à remercier les membres du Comité des innovateurs en agriculture pour leur rapport sur les mesures et les investissements susceptibles d'optimiser les résultats et les rendements les plus déterminants pour les producteurs et l'ensemble de la chaîne de valeur, » a déclaré Gerry Ritz, ministre d'Agriculture et Agroalimentaire. « Les recommandations du rapport aideront à orienter le leadership soutenu du secteur et à éclairer la façon de créer les conditions propices à l'innovation et à la compétitivité du secteur. »

Le Comité a examiné les obstacles à l'avancement de l'innovation et recommandé des mesures concertées dans quatre domaines clés : réforme de la réglementation, climat d'investissement, collaborations publiques-privées et culture entrepreneuriale. Dans son rapport, il conclut que le secteur doit exercer un leadership soutenu pour promouvoir l'innovation de façon à connaître du succès.

Le Comité était le premier en son genre et sa création a permis de souligner l'appui du Canada envers des idées qui permettent de répondre à la demande changeante des consommateurs pour des aliments canadiens de grande qualité. Le Comité a été créé à titre de complément des initiatives du cadre Cultivons l'avenir 2, un investissement de trois milliards de dollars sur cinq ans des gouvernements FPT dans l'innovation, la compétitivité et le développement des marchés.

Notre ancien président, David Fuller, de la Nouvelle-Écosse, faisait partie du comité et a déployé des efforts considérables dans sa participation au nom de l'industrie avicole du Canada.

« Nous sommes fiers que notre ancien président ait été nommé à un poste aussi prestigieux, » a déclaré le président actuel des PPC, Dave Janzen. « La recherche et l'innovation aident les industries à demeurer réceptives et sont essentielles afin que le Canada soit compétitif à l'échelle mondiale. Nous avons gagné la confiance des Canadiens en nous engageant continuellement à promouvoir l'innovation de nouveaux produits, programmes, technologies et processus qui aident notre industrie à croître et à prospérer. »



Recommandations générales du Comité des innovateurs en agriculture

Les délibérations du Comité sur les quatre thèmes ont abouti aux six recommandations déterminantes et interdépendantes ci-dessous :

1. Le Canada doit se doter d'un environnement d'affaires concurrentiel s'il veut devenir une destination de choix pour les investissements,

notamment dans la R et D et la transformation à valeur ajoutée;

2. L'adoption d'une certaine façon de penser par les gouvernements, le milieu universitaire et le secteur en matière de « commercialisation rapide » est essentielle pour rivaliser avec la concurrence sur les marchés internationaux;
3. Un cadre réglementaire moderne, fondé sur des données scientifiques, constitue une composante clé d'un environnement d'affaires concurrentiel permettant d'accéder aux intrants appropriés et de maximiser les possibilités d'accès aux marchés mondiaux. L'harmonisation entre les diverses sphères de compétence au Canada est nécessaire;
4. Une meilleure coordination, collaboration et optimisation des ressources ainsi qu'une approche axée davantage sur les consommateurs sont des objectifs réalisables par la création de partenariats et de grappes en R et D entre les gouvernements, le milieu universitaire et l'industrie;
5. L'analyse comparative est un outil important qui permet de mesurer nos capacités actuelles et de les évaluer par rapport à celles de nos concurrents (p. ex. adoption de produits, de pratiques, de technologies et de processus nouveaux) et de garantir une utilisation plus productive des ressources actuelles et futures;
6. La sensibilisation aux débouchés dans le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire ainsi que l'explication du rôle des technologies agricoles modernes et des processus rigoureux du Canada pour l'approbation des aliments et des nouvelles techniques de production joueront un rôle essentiel dans le soutien d'un secteur innovateur.

Les PPC appuient les investissements continus en recherche grâce aux grappes agroscientifiques, à l'innovation agricole et à plusieurs autres volets qui permettront de développer de nouvelles technologies et de nouveaux produits. **R**



La fête du Canada dans la capitale

Des foules affamées, du délicieux poulet, un groupe de danse percussion et quelques intéressantes démonstrations d'art culinaire ont attiré les gens au Coin du poulet en cette fête du Canada dans la capitale.

Les papilles gustatives ont été comblées, pas uniquement en raison des démonstrations d'art culinaire, mais aussi grâce au délicieux sandwich au poulet concocté pour le barbecue de cette année.

La recette, comprenant une sauce barbecue fumée hickory et de la salade de chou à l'intérieur du sandwich (renversant), nous a été donnée par notre traiteur, le Centre de conférence et d'événement Centurion, qui a organisé un concours de recette pour son personnel afin de trouver une recette pour notre 22^e Super barbecue de poulet canadien!

Comme d'habitude, des commentaires élogieux ont été formulés à l'endroit du sandwich ayant le meilleur goût servi au centre-ville pendant la fête du Canada. Des lignes se sont formées avant même que nous terminions le premier sandwich. La demande est restée stable toute la journée, mais l'ensemble des ventes a été moins élevé que la normale en raison de la chaleur élevée, de l'humidité et d'une averse torrentielle en début d'après-midi.

Appui aux banques alimentaires

Comme par le passé, pour chaque sandwich ou salade de poulet vendu au Super barbecue de poulet canadien, 50 cents seront versés à la Banque d'alimentation d'Ottawa. Les PPC aimeraient aussi remercier Maple Leaf Prime d'avoir fourni le poulet pour cet événement et de nous avoir aidés à contribuer à la lutte contre la faim.

Les PPC sont fiers de leur relation continue avec la Banque d'alimentation d'Ottawa et ils sont fiers de s'associer à une aussi importante organisation établie de longue date qui travaille pour combattre la faim dans la capitale. Le mois dernier, 40 000 personnes ont reçu une aide alimentaire d'urgence par l'entremise de divers organismes liés à la Banque d'alimentation, 40 % des gens dans le besoin étant des enfants.

Depuis 2007, les PPC ont amassé plus de 225 000 \$, par l'entremise de la fête du Canada, du programme annuel de don de poulet, de dons du personnel et d'autres initiatives au profit de la banque alimentaire.

suite page 10

Le Coin du poulet

Le Coin du poulet avait prévu des activités et des spectacles pour la plus grande partie de la journée, pour les partisans de tout âge. Les PPC ont offert des tatouages temporaires et des ballons qu'on pouvait voir partout dans le parc Major's Hill et sur la Colline du Parlement tout au long de la journée, ce qui a fourni une excellente visibilité. Le chef principal du Centre de conférence et d'événement Centurion, Fouad El-Jadayel, notre partenaire des services alimentaires, est encore monté sur scène pour montrer diverses recettes et techniques de cuisson à la grande foule. Il s'agit de notre 11^e année de collaboration avec le Centre Centurion.

La scène du Coin du poulet était également un endroit bruyant et a accueilli un duo de percussion nommé BAM. Ils ont joué avec une variété d'instruments de musique pour produire des rythmes fantastiques, bon nombres de leurs chansons et de leurs danses ont permis au public de participer à leur spectacle. L'animation s'est poursuivie au Coin du poulet entre les démonstrations d'art culinaire.

Gagnant du concours

La recette utilisée pendant le Super barbecue de poulet canadien à l'occasion de la fête du Canada est souvent choisie à la suite d'un concours. Le grand prix de ce concours est un voyage à Ottawa pour participer aux festivités. Cette année, en raison de la recette délicieuse et remarquable que nous avons déjà reçue du Centre Centurion, nous avons organisé un type de concours différent. Nous l'avons quand même appelé le Défi du poulet, mais cette année, nous l'avons un peu modifié afin de mettre à l'épreuve les compétences culinaires des Canadiens!

Pour le concours, les participants devaient créer un spectaculaire plat au poulet en utilisant les quatre ingrédients suivants, y compris d'autres ingrédients dans votre armoire ou votre réfrigérateur. Mais vous DEVEZ utiliser les quatre ingrédients énumérés!

1. Hauts de cuisse de poulet
2. Quinoa
3. Mangue
4. Soda gingembre

Le gagnant du premier prix, Steven Moore, a gagné un voyage de trois jours et deux nuits pour quatre personnes à Ottawa (du 30 juin au 2 juillet 2014) incluant le transport et l'hôtel, un ensemble de prix des Producteurs de poulet du Canada (PPC) et un don de 500 \$ à sa banque alimentaire locale. Sa recette, Pita au poulet rôti dans une sauce au soda gingembre garni de quinoa, de mangue et d'une salade aux haricots noirs, semble délicieuse!

La gagnante du deuxième prix (Shayna Murray) a gagné un ensemble de prix des PPC plus un don de 250 \$ à sa banque alimentaire locale et le gagnant du troisième prix (Shepherd Winfield) a gagné un ensemble de prix des PPC plus un don de 100 \$ à sa banque alimentaire locale. 

Pita au poulet rôti dans une sauce au soda gingembre

Voir la recette :

www.poulet.ca/recettes/pita-au-poulet-roti-dans-une-sauce-au-soda-gingembre



twitter.com/chickenfarmers



facebook.com/chickenfarmers

Réviseur: Marty Brett - mbrett@poulet.ca
Graphiste: Stephanie St.Pierre - sstpierre@poulet.ca